

Autriche

Elections aux chambres du travail, congrès de l'ÖGB, difficultés des négociations

Christian DUFOUR

Les salariés du secteur privé en Autriche ont accompli début 2009 le cycle de renouvellement des élus aux chambres du travail. La majorité sociale-démocrate y a subi de sérieux revers. La confédération ÖGB a tenu congrès au début de l'été, peu après un sévère recul du parti social-démocrate aux élections européennes. Dans le même temps, la crise économique fait sentir ses effets sur les conditions de négociation annuelle des accords de branche, transformant sensiblement cet exercice emblématique du partenariat social.

Elections sanctions contre la fraction syndicale majoritaire aux chambres du travail

La vie sociale autrichienne se caractérise en particulier par l'existence de chambres du travail (*Arbeiterkammern*, AK)¹. Ces institutions de droit public, bientôt octogénaires, constituent l'un des piliers du partenariat social autrichien. Elles fournissent des services individuels et collectifs aux salariés et aux syndicats : conseils, expertises, formation, etc.

Chaque *Land* de cet Etat fédéral dispose de sa propre chambre du travail. La chambre de Vienne, capitale fédérale, sert de lieu de coalition entre les neuf chambres autonomes. Les AK jouissent d'une solide influence. Elles constituent des ressources pour la vie quotidienne des salariés des entreprises de toutes tailles du privé – en cas de licenciement, pour des problèmes juridiques professionnels ou privés, des conseils de formation professionnelle ou d'éducation, etc. Elles s'imposent comme des lieux d'intervention collective des syndicats. En confrontation/coopération permanente avec les chambres économiques (*Wirtschaftskammern*) où les employeurs sont obligatoirement adhérents, les AK nourrissent le débat public : investissements, politiques industrielles et fiscales, politiques du marché du travail, gestion de la protection sociale etc. Les AK disposent de ressources fournies par les entreprises (0,5 % de la masse salariale) et elles emploient de nombreux experts auxquels font appel tant les conseils d'entreprise (*Betriebsräte*) que les syndicats.

1. Cf. Christian Dufour, « Autriche : élections aux chambres du travail, préparation à un test de vérité », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 63, mars 2000, p. 5-12.

AUTRICHE

Les conseils d'administration des AK sont élus tous les cinq ans par un collège électoral qui se compose de tous les salariés du privé. En réalité l'abstention à ces élections éloigne souvent plus de 50 % des électeurs potentiels, ce qui est considéré comme un signe de faiblesse. Les listes soumises au vote reflètent les différentes tendances politiques organisées au sein de l'ÖGB, la confédération syndicale autrichienne unique. Autrement dit, il s'agit d'un test des relations de force entre ces tendances au sein du salariat, puisque le vote n'est pas réservé aux seuls syndiqués (le taux de syndicalisation en Autriche est d'environ 32 %). Traditionnellement, la fraction sociale-démocrate (FSG) emporte ces élections avec une écrasante majorité.

En 2009, le scrutin pour le renouvellement des administrateurs était le premier depuis le scandale de la Bawag, qui a atteint de plein fouet la confédération et les leaders de sa majorité¹. En outre, en 2004, les élections aux AK survenaient alors que la coalition gouvernementale entre noirs (chrétiens-démocrates, ÖVP) et bleus (libéraux du FPÖ) se disloquait après avoir porté des atteintes sévères au système de retraite et aux AK elles-mêmes. Les listes sociales-démocrates avaient alors fédéré les mécontentements. « On s'attendait à perdre des points dans ces élections », commente une responsable de l'AK de Vienne. « Mais les pertes de cette élection sont beaucoup plus importantes qu'attendu », poursuit-elle.

Près de 2,7 millions de salariés étaient appelés aux urnes, soit 10 % de plus qu'en 2000. Les votants se sont retrouvés en effectif légèrement amaigri (1,173 million contre 1,178), soit un taux de participation de 43,8 %, en recul par rapport aux 49,1 % de 2000 et aux 48,8 % de 2004. Une partie substantielle de cette déperdition provient de la diminution des votes par correspondance, utilisés essentiellement par les salariés des petites entreprises. Dans les plus grandes entreprises le vote est organisé sur place sur le temps de travail et la participation ne faiblit guère.

Cinq listes principales s'affrontaient dans chacun des neuf *Länder*, certaines listes ne se présentant que dans l'un ou l'autre de ces Etats. Globalement, les listes sociales-démocrates conservent nettement la majorité en voix au niveau fédéral, avec 55,8 % obtenus. Mais elles connaissent un recul sérieux par rapport aux deux scrutins précédents (avec 57,53 % en 2000 et 63,41 % en 2004). L'avancée de 2004 par rapport à 2000 est entièrement effacée et un recul net est enregistré par rapport à 2000. Ce recul bénéficie partiellement à l'opposant traditionnel qu'est la liste chrétienne-démocrate : elle obtient 24,9 % des voix contre respectivement 26,2 % en 2000 et 23,7 % en 2004.

La principale bénéficiaire du recul de la fraction majoritaire est la liste de « syndicalistes libres » (*freiheitliche Gewerkschafter*), proche du FPÖ, qui obtient 8,7 % des voix après 9,7 % en

1 La Bawag, banque très implantée en Autriche et propriété de l'ÖGB, connaît en 2005-2006 des pertes dramatiques suite à des détournements de fonds. Leur responsabilité implique directement et personnellement les leaders de la confédération. Son président doit démissionner. La Bawag est vendue, et un long procès s'ensuit, qui nourrit quotidiennement les colonnes des journaux pendant plus d'un an. Cf. Christian Dufour : « Autriche : la faillite de l'ÖGB et d'une référence des relations professionnelles ? », *Chronique internationale de l'IRE*, n° 99, mars 2006, p. 12-24.

ELECTIONS AUX CHAMBRES DU TRAVAIL

2000 et 4,9 % en 2004. Cette fraction, qui s'est renforcée lors de l'ascension de l'ancien leader du FPÖ Jorg Haider, ne parvient pas à retrouver son étiage de 2000. Une autre liste de même tendance est apparue et la concurrençait. Présente dans le seul *Land* de Kärnten (Carenthie) elle y obtient plus de 20 % des voix (soit 1,9 % des voix au niveau fédéral)¹. Le total des voix de ces deux listes concurrentes mais de même tendance politique dépasse avec 10,6 % le niveau de 9,7 % obtenu en 2000 par la liste des *Freiheitliche* (libéraux). Les élections aux AK en 2000 étaient survenues au moment même où la coalition gouvernementale entre le FPÖ et l'ÖVP se discutait, au détriment d'une coalition entre chrétiens et sociaux-démocrates.

Les élections aux chambres du travail se déroulent sur un laps de temps d'environ six mois. Elles se sont terminées en mai 2009 par les scrutins pour la ville de Vienne. Au cours de ces premiers mois de 2009 la crise économique s'étend. Les observateurs de ces élections font alors remarquer que la fraction sociale-démocrate (FSG) perd de plus en plus de voix au fur et à mesure que le temps passe. A

Vienne, son recul est particulièrement significatif, sans que les chrétiens-démocrates (ÖAAB) en profitent. Les libéraux (FA) en sont les principaux bénéficiaires, de même que certaines petites listes. Les libéraux parviennent à augmenter de près de 50 % leur score par rapport à celui de 2000 (tableau 1).

Cette période électorale fait suite aussi à l'intervention des premières mesures prises par le nouveau gouvernement de coalition entre sociaux-démocrates et démocrates chrétiens après les élections législatives de septembre 2008. Le SPÖ bénéficie d'une légère majorité en voix et occupe le siège de chancelier. Au cours des premiers mois de 2009, cette coalition prend les premières mesures contre la crise qui se traduit par une montée brutale du chômage.

Un nouvel avertissement convergent a été envoyé avec l'élection au Parlement européen du 7 juin 2009. Le SPÖ y perd 9,5 points et recueille 23,8 % des votes. Les chrétiens-démocrates reculent de 3 points à 29,7 % et s'imposent comme le parti le plus puissant, alors que le chancelier est un social-démocrate. Les libéraux (FPÖ et BZÖ) obtiennent 17,7 % des voix

Tableau 1. Résultats aux élections de la chambre du travail de Vienne

	Inscrits	Votants %	FSG %	ÖAAB %	FA %
2000	610 596	46,75	64,13	16,57	8,73
2004	605 943	46,8	69,3	14,44	4,31
2009	645 151	41,45	56,4	14,29	12,33

Source : Arbeiterkammer, 2009.

1 Le FPÖ de Jorg Haider a explosé sous l'effet de son alliance gouvernementale avec les chrétiens-démocrates (ÖVP). Partisan minoritaire d'une rupture de cette coalition, Haider a créé un autre parti, le BZÖ. Ce parti présente une liste syndicale dans le *Land* fief de Haider, la Carenthie.

AUTRICHE

contre 13,1 % aux dernières élections européennes. Un parti « populiste » obtient 17,9 % des voix, essentiellement d'origine SPÖ et Verts (-3,4 points). A Vienne, le SPÖ passe de 52 % à 33 % des voix, le FPÖ récupère la totalité de la mise. Ces résultats prennent un relief particulier à un an d'élections municipales dans la capitale autrichienne. Sa mairie sociale-démocrate n'a jamais changé de majorité depuis 1918, sauf pendant la période fasciste. Désormais le SPÖ envisage une coalition avec les Verts ou les chrétiens-démocrates.

Les événements électoraux renvoient ainsi une image nuancée par la nature des scrutins, mais convergente d'insatisfaction des salariés et de la population à l'égard des forces regroupées dans la mouvance sociale-démocrate, que ce soit au niveau politique ou au niveau syndical. Les chrétiens-démocrates, membres de la coalition gouvernementale, souffrent moins de cette désaffection qui profite essentiellement aux partis populistes.

Dans aucune des sept AK où ils sont majoritaires les sociaux-démocrates ne sont menacés de perdre la direction des chambres. Les mandats d'administrateurs sont toujours en leur faveur. « Mais on perd de l'influence dans les élections indirectes dont les administrateurs sont détenteurs », poursuit notre interlocutrice de Vienne. « Ils ont à élire les administrateurs des caisses de sécurité sociale et les juges du travail (l'équivalent des prud'hommes français, mais avec échevinage¹). Il y a des équilibres qui se défont petit à petit. »

Un congrès de transition dans l'embarras pour l'ÖGB

La confédération autrichienne a tenu congrès les 30 juin et 1^{er} juillet 2009. Il s'agissait de remettre en ordre une maison durement secouée depuis plus de cinq ans. Rappel des épisodes précédents.

Après le scandale de la Bawag

L'ÖGB réunit tous les syndicats autrichiens, une série de fédérations de branche, et il dispose lui-même d'implantations dans chaque *Land*. Jusqu'au début des années 2000 la confédération occupe une place centrale indiscutable et indiscutée dans le paysage syndical. Elle est très clairement la clé de voûte du partenariat social, sur lequel elle exerce un contrôle central, tant à l'égard des fédérations ou des implantations régionales que des chambres du travail qui constituent « le bras armé » syndical. Pas une candidature au sein du monde du travail n'échappe à son aval. Elle dispose de solides ressources, financières, organisationnelles et relationnelles. En lien direct avec le SPÖ, la plupart de ses dirigeants exercent aussi des fonctions politiques. Le président de l'ÖGB est lui-même membre de l'assemblée nationale, élu SPÖ. Il tient en outre les clés de la bourse confédérale, bourse bien garnie par la disposition de nombre d'institutions annexes, dont des organismes immobiliers ou financiers, comme autrefois la Bawag, l'une des plus grosses banques de dépôt d'Autriche². A ce titre, l'ÖGB siège au conseil central de la Banque nationale d'Autriche, comme détenteur direct ou indirect d'une partie

1 L'échevinage consiste à faire présider un tribunal de juges non professionnels par un magistrat professionnel.

2 Cf. Dufour (2006), *op.cit.*

significative des actions de l'institution financière nationale.

Au printemps 2006, un incident de paiement de la Bawag met à jour une gestion très imprudente des fonds. Les relations personnelles entre gestionnaires de la banque et responsables syndicaux ont conduit à un système opaque et frauduleux. La banque, en quasi-faillite, doit être vendue. Le président de l'ÖGB, député SPÖ, ancien président de la CES, est démis de ses mandats¹. L'ÖGB est au bord de la faillite financière, en plus de la faillite morale qu'il subit. Il doit vendre nombre de ses propriétés immobilières et de ses participations mobilières. Il licencie des permanents et des membres de son équipe administrative, réduit ses interventions dans de nombreux domaines, etc. Il est même question à un moment de laisser l'ancien ÖGB courir à la faillite pour refonder une nouvelle organisation. Les fédérations profitent de cette situation pour se débarrasser de la tutelle historique de la confédération et gagner en autonomie. Elles commencent par réduire leurs cotisations à la confédération (d'un tiers environ) ; elles règlent de plus en plus des affaires directement entre elles. On est alors en plein débat sur les fusions nécessaires en raison de la diminution du nombre d'adhérents².

Dans cette situation de crise aiguë un président est nommé, qui va devoir nettoyer les écuries d'Augias. Rudolf Hundstorfer prend cette charge à partir de janvier 2007, lors d'un seizième congrès exceptionnel de l'ÖGB. Faisant de nécessité

vertu, il fixe en particulier comme but à son organisation de vivre pour l'essentiel des cotisations des adhérents... Il doit aussi accepter que les liens entre le SPÖ et l'ÖGB se relâchent. Le chancelier de l'époque, Alfred Gusenbauer, se distancie officiellement des syndicats et semble orienter son parti vers plus d'autonomie par rapport à eux. Les responsables syndicaux de fédérations ou de la confédération quittent leurs sièges de députés. « Le principal allié du syndicat, dans cette phase, a été l'organisation patronale, qui a évité de profiter de son avantage momentané pour préserver le partenariat social », reconnaît la négociatrice de l'une des fédérations de l'ÖGB.

La vie syndicale se réorganise *de facto* après ce traumatisme en laissant plus de place à la vie des fédérations de branche. Les moyens désormais très limités de l'ÖGB ne lui permettent plus l'autonomie dont il disposait. « Avant, dit un leader de fédération, l'ÖGB vivait de ressources abondantes sur lesquelles nous n'avions pas prise. Aujourd'hui, c'est nous qui décidons des moyens de la confédération et de leur utilisation. » Un nouveau *statu quo* a ainsi été trouvé entre les parties prenantes au sein de l'ÖGB. Ce dernier est désormais le lieu d'échange entre les organisations affiliées, et beaucoup moins un lieu de décisions autonomes. L'ÖGB reste cependant l'interlocuteur principal des organismes nationaux du partenariat social, mais avec une participation plus forte des fédérations, comme on a pu le mesurer lors de l'accord sur la fixation d'un

1 Il est licencié de la confédération. Les formes n'ayant pas été respectées, il touche, après un procès, un dédommagement substantiel pour licenciement abusif.

2 Cf. Christian Dufour, « Autriche: restructurations syndicales dans la douleur », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 105, mars 2007, p. 59-70.

AUTRICHE

salaires minimum interprofessionnel¹. L'équilibre antérieur entre le statut institutionnel de l'ÖGB et son statut politique est rompu. L'ÖGB est en effet juridiquement l'organisation porteuse de la représentativité syndicale. Juridiquement, les fédérations dépendent de leur affiliation à la confédération pour pouvoir exercer leurs rôles de négociation. Mais désormais, politiquement, la confédération ne dispose plus de l'espace suffisant pour exercer en toute indépendance cette fonction de mère porteuse.

Le rôle réduit de la confédération dans une phase de débats

L'épisode de la Bawag a bénéficié dans l'opinion publique d'appréciations nuancées par les multiples difficultés des banques intervenues dans le cadre de la crise financière depuis l'été 2008. « On a vendu la Bawag au bon moment, plaisante un syndicaliste, deux ans plus tard elle nous aurait tous mis sur la paille. » Les dégâts moraux sont beaucoup plus profonds que des dégâts financiers eux-mêmes destructeurs. Les relations avec le SPÖ se sont améliorées, parce que ce dernier se trouve lui-même en situation difficile. Il a dû se débarrasser de son leader, Alfred Gusenbauer, alors qu'il était chancelier au printemps 2008 pour éviter une débâcle électorale à l'automne. Le syndicat était redevenu un allié indispensable pour les équilibres internes du SPÖ et pour sa mobilisation dans la bataille électorale. La conséquence s'est traduite, au moment de la formation du gouvernement de coalition, par l'appel du président de l'ÖGB au poste de ministre des Affaires

sociales. Il s'agit de la reprise d'une ancienne pratique, qui s'est accompagnée du retour de leaders syndicaux à des postes de députés. Un nouveau président a été mis en place, Erich Foglar, qui doit être confirmé dans ses fonctions. Le congrès de l'été 2009 n'avait guère plus de fonction que cela. Les questions importantes pour l'avenir du syndicalisme autrichien sont plus discutées dans les couloirs et les assemblées syndicales que dans les textes consensuels soumis à une assemblée formelle.

Le rafistolage des alliances anciennes ne semble pas être productif en termes électoraux, comme les scrutins analysés ci-dessus le montrent. Le syndicat apparaît très lié à la coalition gouvernementale et doit justifier une politique qui en bien des points est plus proche de la ligne des chrétiens-démocrates que de celle du SPÖ. Cela est vrai en particulier en matière de politique financière dans le contexte de crise actuelle. Le gouvernement de coalition doit soutenir un système bancaire très fragilisé par ses participations importantes dans les pays de l'Est européen, au détriment de mesures plus sociales. Le congrès de l'été 2009 s'est ainsi prononcé sur des orientations qui font plus appel aux principes généraux et intemporels du syndicalisme qu'à des choix stratégiques appropriés à la situation actuelle. Le grand écart entre des appels à la justice sociale dans la distribution des revenus et le soutien à un gouvernement qui favorise les hauts revenus dans sa réforme fiscale ne passe pourtant pas inaperçu. En particulier auprès de militants qui s'interrogent sur le rôle des syndicats dans la période présente et à venir.

1 Cf. Constantin Wacker, « Autriche : la discussion sur le salaire minimum », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 103, novembre 2006, p. 120-125 et Christian Dufour, « Autriche : l'opulente Autriche, le salaire minimum et la pauvreté », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 111, mars 2008, p. 7-42.

ELECTIONS AUX CHAMBRES DU TRAVAIL

La question des relations entre les différents niveaux d'action syndicale ne concerne pas que les fédérations et la confédération. La place des conseils d'entreprise (*Betriebsräte*) est de plus en plus discutée. Dans une phase de crise, ils jouent un rôle particulièrement important et ils pourraient avoir tendance à s'affranchir de la sphère d'influence syndicale, pour ne plus demander aux responsables syndicaux que des moyens techniques au détriment des éléments de stratégie. Cette question n'est pas nouvelle¹. Elle prend un relief particulier dans les circonstances de crise actuelles. D'un côté, les *Betriebsräte* doivent justifier de leurs positions au sein d'entreprises en difficulté, ce qui peut conduire à sacrifier des solidarités syndicales plus larges. D'un autre côté, les conseils d'entreprises prennent conscience de leur importance dans la question de la survie syndicale. Ils sont le seul lien concret entre syndicats et salariés. Dans l'épisode des fu-

sions entre fédérations ils viennent de montrer leur capacité d'intervention au sein de la puissance branche de la métallurgie. Les principaux *Betriebsräte* de la métallurgie se sont alliés pour s'opposer au candidat présenté par leur fédération pour succéder à Eric Foglar lorsqu'il a quitté la présidence de cette branche pour la présidence de l'ÖGB. Ils ont préféré un candidat venant d'une branche récemment rattachée, l'alimentation (*Nahrungsmittel*), qui avait comme caractéristique d'être lui-même... un président de *Betriebsrat* et non pas un membre de l'appareil syndical. Le président de la fédération de la métallurgie a ainsi quitté son poste pour la présidence de l'ÖGB sur un signe fort, sinon de la base, du moins des barons les plus puissants à la base.

Les syndicats peuvent se féliciter que les effectifs d'adhérents aient été stabilisés après une perte de crédibilité en 2006 et 2007 (voir tableau 2). Ils se sont aussi

Tableau 2. Effectif d'adhérents au 1.1.2009

Syndicat	Effectif d'adhérents au 1.1.2009	Effectif d'adhérents au 1.1.2008
GPA-DJP Employés du privé	265 320	265 297
GÖD Employés du public	230 144	229 968
GdG Personnel communal	146 191	150 371
SfB média, culture (rejoignent GÖD)	9 255	9 578
GBH bâtiment	122 075	123 565
GdC chimie (rejoint GÖD)	28 542	29 187
Vida chemins de fer, horlogerie, services privés, transports	157 455	158 565
GPF Poste	56 259	57 984
G métallurgie, textile, alimentation	223 349	223 280
Total	1 238 590	1 247 795

Source : ÖGB documents du congrès 2009.

¹ Cf. Roland Widowitsch, Heinz Föderer, Gerhard Gstöttner-Hofer, Sepp Wall-Strasser (Hrsg.), *Zukunftsmodell Betriebsrat*, ÖGB Verlag, 2003.

AUTRICHE

transformés ; désormais les fédérations des employés du privé (GPA) et des employés du public (GÖD) font plus que jeu égal avec les fédérations de l'industrie qui se sont restructurées (métallurgie, textile, alimentation que rejoint désormais la chimie). Ce jeu des rapprochements n'est pas terminé, essentiellement sous l'influence de difficultés financières. A terme cinq ou six fédérations devraient subsister. Cela conduit d'ores et déjà à limiter la place de la confédération. Cela justifie aussi pour le moment une certaine animosité entre les différentes structures candidates à servir de réceptacle à celles qui ne peuvent survivre.

Le test des négociations sur les salaires et ses suites

La situation économique en Autriche a été particulièrement bonne jusqu'à l'été 2008. Le pays a bénéficié de son positionnement stratégique comme sous-traitant de haut niveau dans des activités mondialisées. L'Autriche fournit en composants industriels de haute technologie une bonne partie des industries de son voisin allemand, comme par exemple 80 % des moteurs de la firme BMW. Le pays s'est aussi diversifié dans les services de haute technologie (informatique, architecture, services divers¹). Il a ainsi profité pleinement des progrès économiques des pays émergents et de son positionnement géographique entre l'Ouest et l'Est de l'Europe. L'économie autrichienne est avant tout fondée sur l'exportation. Cela a permis au pays de connaître

des niveaux de chômage particulièrement bas, et même de se plaindre d'un manque de main-d'œuvre qualifiée depuis plusieurs années.

Ces succès économiques se sont accompagnés, selon les experts économistes de l'AK, d'une politique de long terme de « *dumping* salarial ». Ils entendent par là que les gains de productivité n'ont pas été répercutés dans les augmentations salariales négociées au cours des quinze dernières années. Les salaires moyens restent supérieurs à la plupart de ceux des pays européens. Les accords annuels de branche sont restés « modestes », suivant en cela la politique salariale pratiquée par les syndicats allemands². En outre, les différences de revenus se sont accrues au sein de la société autrichienne, en partie sous l'effet de politiques fiscales soutenues par les coalitions rouge-noir (chrétiens-démocrates/sociaux-démocrates). Le thème de la pauvreté est devenu un thème fort au sein du débat politique national, surtout impulsé par les Verts.

Les difficultés internes du syndicalisme l'ont conduit à revivifier sa politique de revendications salariales lors des négociations de 2007 et 2008. Il fallait regagner des membres et mobiliser les militants. Les organisations patronales ont fait contre mauvaise fortune bon cœur, les profits étant suffisants pour supporter des augmentations de salaires plus élevées que l'inflation. Un salaire minimum a même été institué sur une base conventionnelle (1 000 € bruts, mais sur 14 mois)³.

1 *Der Standard*, 18 juin 2009.

2 Cf. Christa Schlager, « Stagnation der Reallöhne und zunehmende Einkommensunterschiede 1990-2005 », *Wirtschaft und Gesellschaft*, Heft 1, 2007, S. 73-92.

3 Cf. Dufour (2008) *op. cit.*

Les négociations à la fin de 2008 et au début de 2009 ont tenu compte des transformations de l'environnement économique. Chômage et perte d'heures de travail se sont installés dans l'ordre du jour social. Après un ralentissement des taux d'augmentation accordés au fil des négociations, les employeurs sont parvenus à imposer, au sein des conventions de branche, l'idée que les salaires devaient au mieux stagner. Dans les entreprises, où il subsiste une partie assez restreinte d'espace de discussion sur ce thème, ce sont plutôt des réductions de salaires qui se sont imposées, que ce soit par le biais de la suppression de primes diverses ou par la réduction des heures de travail prescrites.

Une nouvelle étape a été franchie lorsque les employeurs ont proposé de procéder à des « négociations zéro » (*Nullrunde*), ce qui revient à accepter des reculs des salaires réels dans un pays où l'inflation reste plus élevée que dans la moyenne européenne. Des compensations ont alors été exigées, sous formes de protection des emplois. Le thème de la gestion du chômage technique (*Kurzarbeit*) est devenu central dans l'échange politico-social. Des accords ont été conclus à ce sujet, qui réduisent les coûts pour les entreprises : le partenariat social excelle à faire financer de façon consensuelle des aides aux entreprises par des déficits publics. Les négociations de branche commencent aussi à connaître l'introduction d'une double échelle de salaires. L'une qui porte, comme il est d'usage, sur les salaires réellement pratiqués (*Istlöhne*) ; l'autre qui fixe des minima en dessous desquels on ne peut pas aller lorsque l'hypothèse d'une application des salaires conventionnels (*Istlöhne*) n'est pas retenue.

L'enjeu central de la redistribution

C'est le choix qui a été fait au cours de deux négociations qui ont modifié le régime du *Kurzarbeit*. Le chômage technique est désormais porté à 24 mois, pour assurer la garantie d'emploi dans une phase de transition économique dont on espère qu'elle n'excède pas ce délai. En contrepartie de l'aide directe fournie aux entreprises *via* le *Kurzarbeit*, les syndicats réclament que la rémunération du chômage soit améliorée. Les chômeurs – intérimaires, précaires de toutes sortes désormais privés d'emploi dans la politique restrictive des entreprises – touchent 55 % de leurs revenus antérieurs. Cela ne permet pas de survivre.

Paradoxalement (?), le projet d'introduction d'un revenu minimum a simultanément été abandonné, en particulier par les partis de la coalition au pouvoir. Ce projet n'a jamais été soutenu par les chrétiens-démocrates (sauf exception). Les sociaux-démocrates avaient eux-mêmes repris l'idée aux Verts dans une période d'incertitude en matière d'alliances électorales. Cet abandon peut servir de symbole pour comprendre la facture électorale qui a été présentée récemment au parti leader de la coalition. Les quartiers de Vienne qui ont abandonné le vote SPÖ sont ceux qui ont le plus fort taux de population en difficulté économique, et aussi ceux qui votaient le plus pour le SPÖ.

Lors des élections européennes, le SPÖ n'a pas retenu comme tête de liste l'un de ses rares leaders charismatiques. Franz Voves est devenu en octobre 2005 et contre toute attente président du *Land* du Steiermark, traditionnellement voué à voter noir. Voves défend au sein du SPÖ des positions jugées hétérodoxes, comme celle d'une révision des conditions de redistribution des

AUTRICHE

revenus au sein de la société autrichienne. Il s'oppose en particulier à la politique fiscale de la coalition actuelle. Il prend ainsi date avec un débat qui commence à gagner en importance en Autriche : celui de la redistribution (*Verteilungspolitik*) et des choix qu'elle implique au sein de la crise actuelle. Les enjeux politiques des prochaines échéances électorales comme les enjeux syndicaux – dans les entreprises, dans les négociations salariales, dans la politique budgétaire et financière du pays – tendent à se concentrer autour de ce thème. Le renouvellement du mandat de F. Voves à l'automne 2009 prend ainsi une importance particulière, tant entre les partis qu'au sein même du SPÖ et de ses alliés. Sa victoire ou sa défaite seront largement utilisées.

Les militants des syndicats de l'ÖGB, et en particulier ceux de sa fraction majoritaire sociale-démocrate attendent beaucoup d'une reprise du débat sur ce thème, pour tenter de reconstruire les relations avec leur base tant qu'il en est temps. A quoi servent le partenariat social et ses organisations s'ils ne permettent pas de s'attaquer de front à cette thématique ? L'acuité de la question est d'autant plus vive que l'Autriche passe, selon les nouveaux critères européens, pour un paradis fiscal... mais sous le contrôle du partenariat social.

Sources :

Der Standard, Die Presse, Die Kronenzeitung, sites internet syndicaux et de l'*Arbeiterkammer*. Interviews à Vienne entre les 18 et 22 juin 2009. Participation à des assemblées syndicales.